



## **Ministère de l'Economie et des Finances**

Une mission Fonds Monétaire International (FMI) menée par Marshall Mills était à Antananarivo du 11 au 15 février 2019 où elle a discuté avec les autorités de la quatrième évaluation du programme de réforme économique de Madagascar soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI.

Lors de la rencontre avec la presse ce jour à Antaninarenina, il a été dit que les développements économiques ont été généralement favorables en 2018 car la croissance a dépassé les 5% selon les estimations en raison d'une reprise de la production agricole et des activités du secteur privé, notamment dans la construction, les télécommunications et les services de transport. Les perspectives restent positives pour 2019, avec une croissance qui devrait encore dépasser 5% dans un environnement économique stabilisé, renforcée par une plus grande stabilité politique et l'engagement des autorités à mettre en œuvre des réformes économiques.

La mise en œuvre du programme soutenu par la FEC est restée généralement satisfaisante tout au long de l'année, en dehors de quelques faiblesses dans le recouvrement des recettes en fin d'année. La banque centrale a accumulé avec succès des réserves de change au cours de l'année, atteignant des niveaux records. Les progrès vis-à-vis du calendrier de réformes structurelles se sont poursuivis mais à un rythme moins rapide que celui anticipé.

Le président et le nouveau gouvernement ont signifié aux équipes du FMI leur engagement à accélérer les réformes économiques dans le cadre du programme appuyé par la FEC et à poursuivre la coopération avec le Fonds. Les plans du nouveau gouvernement pour renforcer les dépenses sociales et d'investissement sont déterminants pour une croissance inclusive et concordent largement avec les priorités du programme. Ces projets reposent de manière critique sur l'augmentation des recettes fiscales dans le cadre du programme, ce qui suppose la poursuite des réformes de l'administration fiscale telles que le renforcement des procédures comptables, et la préservation des recettes lesquelles pourraient souffrir de dépenses fiscales ou des régimes d'exonération. Une priorisation rigoureuse en matière de projets d'investissement et la préservation de la soutenabilité de la dette sont par ailleurs essentielles pour le succès de ces projets.

La mission du FMI a encouragé les autorités à adopter un mécanisme de fixation de prix du carburant qui garde les prix en ligne avec les coûts, ainsi qu'un plan pour éliminer l'important passif envers les distributeurs pétroliers. Elaborer des mesures sociales ciblées

pour protéger les plus pauvres de l'impact des futurs ajustements de prix est aussi une priorité. De plus, les autorités et la mission du FMI sont convenues du besoin de continuer à redresser la situation financière de l'entreprise de services publics JIRAMA, en augmentant ses recettes, en réduisant ses coûts, et en améliorant sa gouvernance.

Les autorités et la mission du FMI ont aussi réitéré la nécessité de continuer à renforcer la gouvernance et d'intensifier la lutte contre la corruption, un objectif central du nouveau gouvernement.